

Pour leur part, les États-Unis semblent voir sous un jour nouveau, de façon opportune, le multilatéralisme et les Nations Unies en particulier. L'automne dernier, le président Reagan a promis le versement des arriérés de contributions et des contributions en cours de son pays, et maintenant les États-Unis travaillent avec l'URSS à régler un certain nombre de conflits régionaux dans lesquels les Nations Unies sont intervenues, pour ne citer que l'Afghanistan et l'Afrique australe.

Il n'y a pas très longtemps, et cela mérite qu'on s'en souvienne, le président Bush représentait son pays en qualité d'ambassadeur aux Nations Unies. Il comprend l'Organisation et ses buts, même s'il a pu constater en personne certaines de ses lacunes. Nous devons espérer que l'Administration continuera de faire oublier des années d'antipathie américaine envers l'Organisation et cherchera de façon créative à se servir de celle-ci aux fins prévues par ses fondateurs.

C'est donc dans un climat nouveau, caractérisé par l'attitude différente que nous marquons les uns envers les autres et envers les responsabilités des superpuissances, et en cette période qui offre à l'Organisation des Nations Unies des possibilités réellement nouvelles, que le Canada entame son nouveau mandat au Conseil de sécurité.

J'ignore quelles questions se poseront la semaine prochaine, le mois ou l'été prochain. C'est l'un des charmes de la situation. Un étudiant a un jour défini l'histoire comme une suite imprévisible d'événements. C'est exactement l'impression que l'on a lorsqu'on siège au Conseil de sécurité.

Quand bien même je saurais à quoi nous devons nous attendre, il me serait impossible de vous dire avec précision de quelle façon nous réagirions. Cela dépend d'une multitude de facteurs - le problème, le moment auquel il se présente, son rapport avec les autres questions, et, chose essentielle, ce qui est finalement possible.

Or ce qui est possible ne correspond malheureusement pas toujours à ce qui est souhaitable. Nous devons choisir: oeuvrer et voter en faveur de compromis qui ne sont pas totalement satisfaisants mais qui laissent entrevoir des chances d'aboutir ou se prononcer en faveur de résolutions qui semblent merveilleuses mais qui ne peuvent être appliquées. Ce gouvernement ne se fait aucune illusion et sait que certaines des positions qu'il adoptera au Conseil de sécurité risquent de déplaire à certains Canadiens.

Nous le savions avant de poser notre candidature. Nous en sommes plus que jamais convaincus. Ce n'est pas une excuse pour nous en remettre à la communauté mondiale. Je